RAPPORT ANNUEL
2020-2021

Une année marquée par la **résilience**, l'**agilité** et la **confiance**

ACUFC
ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

ACUFC.CA

TABLE DES MATIÈRES

03 Mot de la **COPRÉSIDENCE**

05 Mot de la **PRÉSIDENCE-DIRECTION GÉNÉRALE**

07 **CONSEIL D'ADMINISTRATION** 2020-2021

11 **FAITS SAILLANTS** 2020-2021

16 **RELATIONS** gouvernementales et communautaires

20 **CONTINUUM** de l'éducation

25 **RECHERCHE** sur la francophonie canadienne

28 Formation en **SANTÉ**

34 Formation en **JUSTICE**

37 Positionnement à l'**INTERNATIONAL**

41 **REVENUS** de l'ACUFC en 2020-2021

42 **CONCLUSION**

MOT DE LA COPRÉSIDENCE

La pandémie a multiplié les défis. Elle a mis à nu nos vulnérabilités comme société, ici au Canada, au sein de la francophonie, partout sur la planète, tout en continuant à nous entrainer dans sa tourmente. Tous les secteurs de l'économie ont été mis à rude épreuve, le domaine de l'éducation postsecondaire tout autant.

Et pourtant… Nous sommes restés résolument engagés à poursuivre notre trajectoire. Le réseau de l'ACUFC s'est même élargi avec l'adhésion en 2020 de l'Université de l'Ontario français (UOF) à titre de membre. Désormais, l'action collective de nos 22 établissements membres — des collèges et des universités francophones ou bilingues fièrement implantés dans huit provinces — se fait sentir dans tout le paysage canadien.

Cela dit, notre réseau pancanadien n'a pas échappé à la nouvelle réalité qui s'est installée avec l'émergence de la pandémie de COVID-19 en mars 2020. Celle-ci nous a obligés à revoir nos plans d'avenir d'un point de vue différent, les enjeux étant devenus plus nombreux et les défis plus complexes que jamais.

Même si les évènements qui ont marqué le parcours 2020-2021 se sont révélés de nature très différente, nous avons résisté à la menace mondiale.

Résilience et confiance

La voie à suivre pour s'en sortir est jalonnée de points d'interrogation. En revanche, la planification stratégique de cinq ans que nous avons adoptée à l'automne 2020 mise, avec assurance, sur la force et la résilience de notre réseau pancanadien. Cette force, nous avons continué à la puiser dans nos valeurs communes — l'excellence, la collaboration et l'engagement — et tout autant dans notre profonde conviction que nous avons, comme Association et comme francophones, ce qu'il faut pour traverser ensemble l'adversité. À commencer par une grande résilience, une confiance inébranlable en nous-mêmes et la certitude que l'avenir se révèlera à la hauteur de nos ambitions.

La preuve : malgré tous les soubresauts de la pandémie et les obstacles de parcours rencontrés cette dernière année, l'ACUFC a marqué des gains importants. La justesse de nos efforts en matière de représentation stratégique s'est traduite soit par le maintien, soit par l'augmentation ou la diversification des appuis politiques au palier fédéral.

Une triple vocation à l'œuvre

L'avancement d'initiatives structurantes dans des secteurs d'importance cruciale témoigne de notre capacité collective d'agir avec impact. Pandémie ou pas, nous avons réussi le lancement d'un nouveau programme de bourses qui encourage les études postsecondaires en français. Tout près d'une trentaine d'ententes de financement ont été signées pour la distribution de 2 550 000 $ en bourses d'études! Dans les secteurs de la formation en santé, en justice et en éducation, la création de partenariats s'est poursuivie à un rythme soutenu, tout comme la mise en œuvre d'initiatives de renforcement des capacités.

En effet, la pandémie a changé nos vies, nos milieux de travail, notre façon même de travailler, de socialiser, de vivre. Et l'après-pandémie nous réserve bien d'autres épreuves face auxquelles nous devrons faire preuve d'adaptabilité, de créativité et d'innovation.

Chose certaine, la francophonie compte sur nous, collèges et universités, pour continuer à exercer notre triple vocation, celle de former des diplômés et de contribuer à la vitalité des communautés francophones, tout en étant des vecteurs économiques et d'immigration. Et elle compte tout autant sur les chefs de file nationaux comme l'ACUFC afin qu'ils continuent à jouer un rôle clé dans la reprise économique au Canada de sorte qu'on tienne compte des besoins et des spécificités des francophones en situation minoritaire.

LA COPRÉSIDENCE DE L'ACUFC

Pierre-Yves Mocquais

Doyen

Campus Saint-Jean, Université de l'Alberta

« Le plus remarquable de l'année 2020-2021, malgré tout ce qui a frappé l'humanité et tout ce que chacun a vécu dans son coin de pays, c'est que nous avons avancé ensemble. Nous avons même réussi autrement. Nous pouvons avoir confiance en l'avenir tant et aussi longtemps que nous gardons confiance en nous-mêmes. Partout, en milieu minoritaire francophone, nos établissements membres sont indispensables pour continuer à nourrir cette confiance et à tenir grand ouvertes les portes vers l'avenir. De là la nécessité d'investir afin de maintenir leur force et leur agilité. »

Pierre Zundel

Président-directeur général

Collège communautaire du Nouveau-Brunswick

« La résilience de nos établissements dans le domaine de l'éducation postsecondaire a impressionné, tout comme notre capacité d'adaptation, qui s'est révélée rapide et efficace. Du jour au lendemain, le présentiel a cédé la place au virtuel et les salles de cours et les bureaux administratifs, chez nous et chez nos partenaires, se sont transformés en espace dynamique à distance. Non seulement nos évènements ont eu lieu comme d'habitude, mais ils ont même gagné en popularité ».

RÉSULTATS DÉCOULANT DE NOTRE ACTION

Nous participons à l'essor économique du Canada et au mieux-être des communautés francophones en situation minoritaire grâce à la formation d'une main-d'œuvre bilingue qualifiée.

Nous contribuons à la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire, champ de compétence à la fois fédérale et provinciale.

Nous aidons à faire du Canada un chef de file de l'innovation grâce à la recherche en français et sur la francophonie au sein des collèges et des universités et dans les communautés francophones en situation minoritaire.

Nous augmentons l'offre de formation postsecondaire en français et l'accès à celle-ci afin d'établir un véritable continuum de l'éducation en français, lequel est essentiel à la vitalité et à la pérennité de la francophonie canadienne.

MOT DE LA PRÉSIDENCE-DIRECTION GÉNÉRALE

Lynn Brouillette

L'année 2020-2021 a été bien différente des précédentes. Elle a exigé une forte dose de flexibilité et de créativité pour répondre aux besoins émergents et à une situation en constante évolution.

Dans le contexte de la pandémie, nous avons dû réinventer nos façons d'être et de faire. Nous avons adopté un ensemble de nouvelles mesures pour nous aider à travailler et à progresser en sécurité. Il nous a fallu trouver des solutions novatrices en réponse à toutes ces nouvelles exigences qui se sont ajoutées à notre mission, bien que celle-ci soit demeurée tout aussi ambitieuse.

Action stratégique menée sur 1… 2… et 3 axes

Tout au long de l'année, et la majeure partie du temps en mode télétravail, l'équipe de l'ACUFC a réussi à maintenir le cap grâce à la réalisation d'actions orientées autour non pas de deux axes d'intervention, comme nous l'avions envisagé avant la pandémie, mais bien de trois axes.

- **Représentation stratégique :** mise en œuvre de stratégies de promotion et de défense des intérêts collectifs de nos membres auprès des instances gouvernementales.
- **Collaboration pour l'avancement d'initiatives structurantes :** consolidation et accroissement de la collaboration au sein de notre réseau pour appuyer la réalisation d'initiatives structurantes favorisant des changements systémiques et des résultats durables.
- **Gestion de la situation évolutive de la pandémie :** recadrage stratégique et organisationnel de notre milieu de travail pour mieux affronter l'incertitude et pour appuyer efficacement toutes les parties prenantes dans la réalisation continue de notre mission.

Représentation stratégique

Au palier fédéral, nos stratégies ont visé principalement l'adoption et la mise en œuvre de politiques gouvernementales dans les grands dossiers de l'heure. Soulignons, à titre d'exemples, le financement pour la recherche en santé, le financement d'urgence et de stabilisation pour nos établissements membres, les initiatives de justice en français ainsi que la prise de position face au budget fédéral, au développement économique et à la dualité linguistique.

À ces démarches s'est ajouté un nouveau volet de représentation lié à la COVID-19. Les défis posés par la pandémie entrainent de lourdes conséquences financières et le domaine de l'éducation postsecondaire n'y échappe pas. Nos collèges et universités étaient déjà aux prises avec des difficultés financières persistantes. La convergence de ces enjeux financiers crée une situation préoccupante pour notre réseau pancanadien. Bref, pour quelque temps encore, la réalisation d'actions ciblées en matière de gestion

en situation de pandémie, comme le dépôt de mémoires et d'analyses ainsi que les interventions politiques, comme nous l'avons fait au cours de la dernière année, va se poursuivre.

Initiatives structurantes

Nous avons travaillé tout aussi intensément à la mise en œuvre d'initiatives structurantes. Par exemple, le Réseau national de formation en justice (RNFJ) a lancé un important projet de recherche intitulé *Élaboration du plan de formation en français pour les intervenants provinciaux (hors Québec) et territoriaux dans le domaine du droit de la famille, notamment en vertu de la Loi sur le divorce*. Le but de ce projet est de cerner les besoins de formation des professionnels œuvrant en droit de la famille et en matière de divorce. Comme on peut le lire plus loin dans ce rapport annuel, la pandémie n'a aucunement ralenti les travaux en cours dans ce secteur clé.

Il en est de même pour le domaine de la santé. Le Consortium national de formation en santé (CNFS) a planché sur l'avancement de l'offre active et sur la création de nouveaux partenariats, en plus de réaliser des recherches d'envergure. L'une d'elles fournit un précieux éclairage sur l'accès à la santé ainsi que sur les besoins et les partenaires en santé dans l'ensemble du Canada; une autre porte sur la diffusion des connaissances en santé au sein des petites communautés francophones.

Dans le secteur de la formation en petite enfance, on compte sept champs d'action où plus d'une vingtaine d'organismes sous-bénéficiaires travaillent à renforcer les capacités des éducatrices et des éducateurs. À ce jour, 140 partenariats ont été créés dans le but d'appuyer la formation, le recrutement, la rétention et la valorisation de cette main-d'œuvre essentielle.

L'enjeu du recrutement et de la rétention d'enseignantes et d'enseignants de français et en français langue première (FLP) et en français langue seconde (FLS), dans les écoles de langue française, les programmes d'immersion et les programmes de français langue seconde, a lui aussi retenu notre attention en 2020-2021. En réponse à cet enjeu, nous avons établi les bases d'un projet pancanadien de collaboration avec les neuf facultés d'éducation concernées. En effet, par l'entremise du projet *Objectif 2036 : l'enseignement du français et en français, pièce maitresse de la dualité linguistique au Canada*, nous contribuerons au recrutement et à la rétention des meilleurs candidats au Canada et à l'étranger pour l'enseignement du français et en français. Nous développerons également une vision stratégique pour contribuer à l'atteinte des objectifs démographiques 2036 du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023.

Autre secteur d'importance stratégique : l'international, car la pandémie n'a pas réussi à éclipser ce dossier, bien au contraire. La situation nous a incités, entre autres, à effectuer des études de marchés prometteurs et à investir dans la mise au point d'une campagne numérique pour le positionnement de nos établissements membres à l'étranger.

Comme vous le constaterez en poursuivant votre lecture, la dernière année n'a pas été de tout repos pour nos collègues et nos partenaires.

Mais tout ce que nous avons accompli en cette période critique n'aurait jamais été possible sans le soutien indéfectible de notre conseil d'administration et sans les inlassables efforts de toute l'équipe de l'ACUFC. Nous souhaitons aussi remercier tous les bailleurs de fonds qui nous ont fait confiance dans la dernière année et qui nous ont permis de mettre en œuvre toujours plus d'initiatives structurantes au sein de notre réseau d'établissements.

À vous toutes et tous, j'exprime ma plus sincère reconnaissance.

À nos établissements membres, à nos partenaires et collaborateurs, à nos communautés francophones, je dis :

poursuivons ensemble avec force et fierté!

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COPRÉSIDENTS

Pierre-Yves Mocquais
Doyen
Campus Saint-Jean
Université de l'Alberta

Pierre Zundel
Président-directeur général
Collège communautaire du Nouveau-Brunswick

TRÉSORIÈRE

Lise Bourgeois
Présidente
La Cité

SECRÉTAIRE

Sophie Bouffard
Rectrice
Université de Saint-Boniface

ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS

France Haché
Sous-ministre adjointe, Ministère de l'éducation postsecondaire, de la formation et du travail du N.-B.
Accord du Nouveau-Brunswick pour le **Centre de formation médicale du Nouveau-Brunswick**

Marco Fiola
Principal
Campus Glendon, Université York

Daniel Giroux
Président
Collège Boréal

Yvon Laberge
Directeur général
Collège Éducacentre

Donald DesRoches
Président
Collège de l'Île

Francis Kasongo
Directeur général
Collège Mathieu

Harry James Kowal
Recteur
Collège militaire royal du Canada

Brigitte Quintal
Présidente
Collège universitaire dominicain

Emmanuel Aito
Directeur
La Cité universitaire francophone
Université de Regina

Allister Surette
Recteur et vice-chancellier
Université Sainte-Anne

Edith Dumont
Vice-rectrice aux partenariats, aux collectivités et aux relations internationales
Université de l'Ontario français

Luc Bussières
Recteur
Université de Hearst

Dr Denis Prud'homme
Recteur et vice-chancelier
Université de Moncton

John Meehan, S.J.
Recteur et vice-chancelier
Université de Sudbury

Jacques Frémont
Recteur et vice-chancelier
Université d'Ottawa

Robert Haché
Recteur et vice-chancelier
Université Laurentienne

Chantal Beauvais
Rectrice
Université Saint-Paul

Gino LeBlanc
Directeur
Bureau des affaires francophones et francophiles
Université Simon Fraser

NOTRE MISSION

REPRÉSENTER LES INTÉRÊTS COLLECTIFS de nos membres, au niveau pancanadien et international, tout en renforçant leurs liens de collaboration dans l'intérêt de communautés francophones fortes et de l'avancement du bilinguisme au sein de la société canadienne.

NOTRE VISION

ACCROITRE L'ACCÈS AUX PROGRAMMES POSTSECONDAIRES en français et aux activités connexes des membres, tout en visant des changements structurants et durables pour le bien collectif.

NOS VALEURS

L'**EXCELLENCE** au travail, le pouvoir de la **COLLABORATION** et un **ENGAGEMENT** sans réserve envers la francophonie canadienne.

NOTRE APPROCHE

Élaborer et mettre en œuvre des stratégies menant à des **CHANGEMENTS SYSTÉMIQUES** et à des **RÉSULTATS DURABLES** dans les secteurs priorisés par l'ACUFC et ses établissements membres

FAITS SAILLANTS
2020-2021

FAITS SAILLANTS 2020-2021

L'ACUFC fait partie des forces vives canadiennes qui aident à stimuler la reprise économique au Canada, notamment au sein des communautés francophones en situation minoritaire.

Dans cette optique, tout au long de la dernière année, nous avons mené des actions parallèles orientées non pas sur deux grands axes, tel que prévu dans notre plan stratégique 2020-2025, mais bien sur trois axes.

D'une part, nous avons investi fortement en vue d'assurer **la représentation stratégique** de nos intérêts collectifs dans une perspective pandémique et postpandémique. D'autre part, nous avons fait appel à notre force de collaboration pancanadienne pour favoriser **l'avancement d'initiatives structurantes** dans les secteurs de grande importance. Et, en parallèle, nous avons assuré **la gestion continue de la situation pandémique et des conséquences qui en découlent.**

1 Représentation stratégique

Mise en œuvre de stratégies de promotion et de défense des intérêts collectifs de nos membres auprès des instances gouvernementales.

- **Activation des rouages gouvernementaux et politiques appropriés aux différents échelons de l'appareil fédéral.**
- **Mise en place de stratégies d'influence en fonction des besoins et des priorités définis par les membres.**

ACCOMPLIES

Démarches d'influence exhortant l'adoption et la mise en œuvre de politiques gouvernementales favorables aux francophones et à l'enseignement postsecondaire en contexte minoritaire, notamment dans les domaines de la santé, de la justice et des langues officielles.

RÉALISÉS

Études et mémoires positionnant l'ACUFC et ses membres dans des dossiers de grande importance en contexte minoritaire, comme la réponse à la pandémie de COVID-19 et le financement de nos établissements membres, par la mise en valeur de l'apport essentiel de ces établissements aux communautés francophones en situation minoritaire.

2 Avancement d'initiatives structurantes

Consolidation et accroissement de la collaboration au sein de notre réseau en appui à la réalisation d'initiatives structurantes favorisant des changements systémiques et des résultats durables en éducation postsecondaire, en justice, en santé, en petite enfance et en immigration.

- **Consolidation des réseaux existants et création de nouveaux réseaux collaboratifs autour de thématiques d'intérêt.**
- **Création de forums d'échange et d'innovation dans les champs d'intérêt.**
- **Mise en place, dans les secteurs clés définis, des conditions favorables à la mise en œuvre et à la continuité d'initiatives prioritaires.**

Justice

RÉALISÉE

Analyse démographique des professionnels de la justice, qui dresse un profil exhaustif des professionnels de la justice en contexte minoritaire francophone.

LANCÉ

Projet pluriannuel intitulé *Élaboration du plan de formation en français pour les intervenants provinciaux [hors Québec] et territoriaux dans le domaine du droit de la famille, notamment en vertu de la Loi sur le divorce.*

AMORCÉE

Évaluation du RNFJ et de ses activités dans le domaine de la formation en justice en français en contexte minoritaire durant la période allant de 2018 à 2021.

Continuum de l'éducation

LANCÉ

Nouveau programme pancanadien de bourses d'études postsecondaires en français langue seconde financé par Patrimoine canadien, qui comprend une campagne de promotion numérique nationale, des ententes de visibilité avec des organismes et des ententes de financement avec 26 entités postsecondaires pour la distribution annuelle de 850 bourses non renouvelables de 3 000 $ chacune.

Petite enfance

ÉTABLIS

À l'échelle du pays, 24 projets portés par 22 organismes sous-bénéficiaires, ayant mené à la création de 140 partenariats dans le domaine de la formation en petite enfance en contexte minoritaire francophone.

Stratégie de recrutement et de rétention d'enseignants du français et en français dans les programmes de FLP et de FLS

ÉTABLIS

Principes de collaboration sur lesquels repose un important projet contribuant au recrutement et à la rétention des meilleurs candidats au Canada et à l'étranger pour l'enseignement du français ou en français langue première, dans les écoles de langue française, et de français langue seconde dans les programmes d'immersion. Le projet *Objectif 2036* permettra également à l'ACUFC de développer une vision stratégique pour contribuer à l'atteinte des objectifs démographiques 2036 du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023.

Santé

ÉLUE

Élection de la PDG de l'ACUFC à la coprésidence du Comité consultatif du portefeuille de la santé pour les communautés de langues officielles en situation minoritaire [CLOSM].

CONCLU

Accord de contribution avec la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador pour l'établissement d'un partenariat régional.

ACCOMPLIS

Travaux d'actualisation et d'amélioration dans le cadre de la Bourse nationale de recherche du CNFS.

DÉPOSÉS

Rapports sur : 1) les conditions et les défis liés à la mobilisation des connaissances en santé; 2) l'impact des projets de recherche financés par le Fonds national de recherche du CNFS; 3) les barrières linguistiques dans les programmes de formation du CNFS, avec un accent particulier sur la clientèle issue de l'immigration; 4) l'accès, les besoins et les partenariats en matière de formation dans le domaine de la santé et des services sociaux dans les territoires.

RÉALISÉ

Projet pilote de webinaires sur la recherche à l'intention des établissements collégiaux membres du CNFS.

RENOUVELÉ

Engagement des hauts dirigeants actuels et futurs des établissements offrant des programmes de formation soutenus par le CNFS à former les étudiantes et les étudiants en matière d'offre active de soins de santé et de services sociaux en français.

International

RÉALISÉES

Études des marchés prometteurs en vue de cerner les défis de ces marchés et les possibilités de développement et de recrutement à l'étranger.

RÉALISÉE

Étude sur l'établissement des étudiants internationaux sélectionnés dans les CFSM, financée par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC).

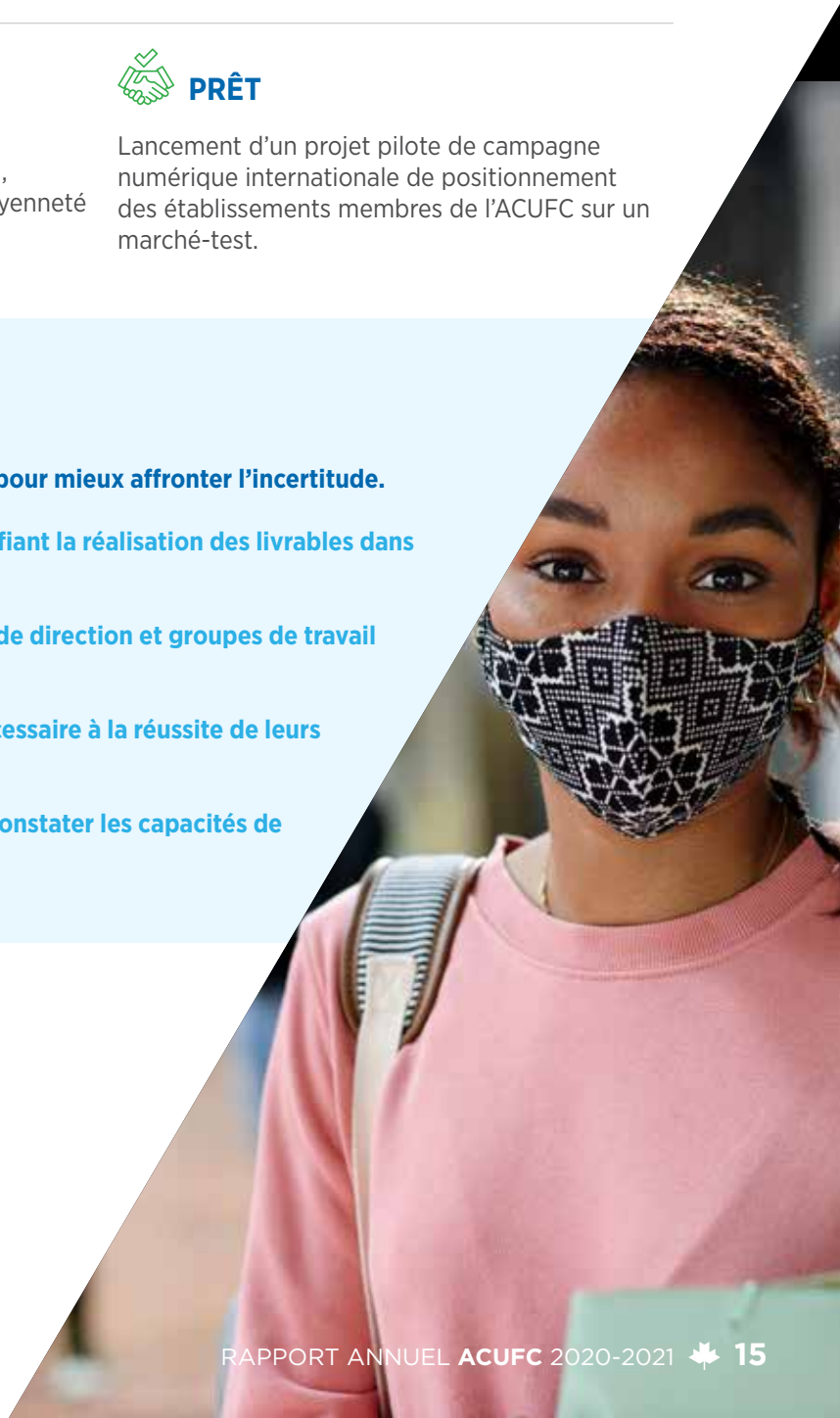
PRÊT

Lancement d'un projet pilote de campagne numérique internationale de positionnement des établissements membres de l'ACUFC sur un marché-test.

3 Gestion de la situation évolutive de la pandémie

Recadrage stratégique et organisationnel de notre milieu de travail et de nos façons de faire pour mieux affronter l'incertitude.

- **Maintien des activités courantes en installant le personnel en mode télétravail et en planifiant la réalisation des livrables dans l'immédiat ainsi qu'à court et à moyen termes.**
- **Poursuite des activités synergiques avec nos réseaux — conseil d'administration, comité de direction et groupes de travail — dans les différents champs d'action.**
- **Liaison continue avec nos organismes sous-bénéficiaires, y compris l'offre du soutien nécessaire à la réussite de leurs initiatives.**
- **Maintien de relations étroites avec les bailleurs de fonds pour que ces derniers puissent constater les capacités de l'ACUFC à poursuivre ses activités et à jouer son rôle d'appui stratégique.**



RELATIONS GOUVERNEMENTALES ET COMMUNAUTAIRES

RELATIONS GOUVERNEMENTALES ET COMMUNAUTAIRES

Dans le cadre de notre travail de représentation stratégique au palier fédéral et sur la scène franco-canadienne, la mise en valeur de l'apport essentiel de nos établissements membres est demeurée une priorité d'action en 2020-2021. Grâce à une série d'interventions ciblées et à des argumentaires étoffés, l'ACUFC a sensibilisé les principaux acteurs aux enjeux qui préoccupent nos membres.

À la suite de l'émergence de la pandémie de COVID-19, l'ACUFC s'est efforcée de tisser des liens encore plus serrés avec des chefs de file des communautés francophones en situation minoritaire (CFSM). Par exemple, nous avons travaillé avec la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada pour assurer l'alignement stratégique des efforts des CFSM auprès du gouvernement fédéral, notamment en matière de financement d'urgence. Il était essentiel d'avoir une vue d'ensemble des impacts immédiats de la pandémie sur nos communautés et nos principaux secteurs d'activité. Notre but collectif est d'éviter tout risque de recul en ce qui touche le développement et l'offre de services en français ainsi que l'accès à ces derniers en contexte minoritaire.

Conséquences financières de la COVID-19 : dépôt d'un mémoire au gouvernement du Canada

Le document intitulé *Mémoire au gouvernement du Canada en réponse à la COVID-19* démontre qu'avant même que n'éclate la crise de la COVID-19, avec ses lourdes conséquences financières et socioéconomiques, les établissements membres de l'ACUFC faisaient face à d'importants défis associés aux coûts, aux sources de financement et à la prestation de programmes de formation en français ou bilingues. Notons, entre autres, le déséquilibre entre l'offre de programmes en anglais et l'offre de programmes en français en situation minoritaire, les difficultés d'obtenir une partie équitable des paiements de transfert fédéraux, l'exode rural, la baisse démographique et les problèmes de connexion Internet à haute vitesse en milieu rural.

En temps normal, les pressions budgétaires sont proportionnellement plus fortes sur les établissements de petite taille, qui ne bénéficient d'aucune économie d'échelle. Or, notre mémoire permet aux principaux intéressés de constater que la convergence de ces défis persistants et des conséquences onéreuses de la COVID-19 créent une situation dont les effets cumulatifs affectent durement la force et l'agilité d'action de notre réseau pancanadien. De là la nécessité d'octroyer des fonds d'urgence pour permettre à nos établissements membres de contrer les effets néfastes de la pandémie.

En plus de faire le point sur ces grands enjeux financiers, le mémoire de l'ACUFC déposé en juin 2020 propose des pistes de solution pour les atténuer.

Relance économique dans un contexte de pandémie : dépôt d'un mémoire au Comité permanent des finances

L'an dernier, le Comité permanent des finances de la Chambre des communes a invité les Canadiennes et les Canadiens à participer à son processus de consultation prébudgétaire en prévision du budget de 2021. Son objectif : examiner notamment les mesures à prendre pour relancer l'économie canadienne à la suite de la pandémie de COVID-19.

L'ACUFC a répondu à l'invitation en déposant un mémoire à l'été 2020. Intitulé *Relancer l'économie canadienne dans le contexte de la pandémie de COVID-19*, notre mémoire fait valoir l'apport essentiel des collèges et des universités de la francophonie canadienne dans le cadre de la relance économique en contexte de pandémie. Nous demandons au gouvernement canadien d'adopter un énoncé de politique publique qui aurait des effets structurants et permanents. La politique publique proposée s'inscrit dans des objectifs gouvernementaux plus larges, dont le bilinguisme, le développement économique, l'intégration des immigrants francophones, l'innovation, la compétitivité à l'échelle mondiale et la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

À l'aide d'un argumentaire réfléchi, nous avons exhorté le gouvernement à faire preuve d'ouverture, de pragmatisme et d'innovation afin que les efforts de relance en milieu minoritaire ne soient pas uniquement déployés en anglais.

En cette période critique, nous croyons qu'il est d'autant plus important de faire connaitre la triple vocation de nos établissements membres. À leur mandat éducationnel, qui est de compétence provinciale, s'ajoutent les rôles clés de vecteur économique et de pôle d'immigration, tous deux de compétence fédérale et provinciale. Les établissements membres de l'ACUFC sont donc des partenaires essentiels qui soutiennent la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire.

Ainsi, notre mémoire propose des pistes d'action afin que nous puissions participer pleinement à la relance économique d'un bout à l'autre du pays. D'hier à aujourd'hui, nous continuons à offrir au gouvernement des solutions structurantes pour les CFSM. Alors que notre pays déploie beaucoup d'efforts pour se relever de la pandémie, nos établissements membres sont bien placés pour continuer à aider le gouvernement à mettre en œuvre des mesures essentielles au maintien de la vitalité des communautés francophones.

Le gouvernement du Canada reconnait que les établissements d'enseignement postsecondaire de langue française en milieu minoritaire contribuent au développement d'une main-d'œuvre bilingue au sein de la société canadienne et à la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire et qu'ils constituent des outils de développement économique, d'innovation et d'intégration des immigrants.

Énoncé de politique publique
proposé par l'ACUFC pour adoption par le gouvernement fédéral dans son budget de 2021

Bonne nouvelle à l'égard de la dualité linguistique : nouveaux engagements du gouvernement fédéral

À l'hiver 2021, l'ACUFC a fait bon accueil au document déposé par la ministre du Développement économique et des Langues officielles, l'honorable Mélanie Joly, sur la réforme des langues officielles.

Intitulé *Français et anglais : vers une égalité réelle des langues officielles au Canada*, ce document a présenté une vision modernisée de la dualité linguistique et du bilinguisme. L'ACUFC y a vu de nombreuses occasions de renforcer les collaborations entre ses établissements membres et les diverses parties prenantes engagées à soutenir la dualité linguistique au pays.

Nous avons été d'autant plus rassurés d'y constater que le gouvernement fédéral s'engage à protéger et à appuyer des institutions fortes, par et pour les communautés, voire à reconnaitre que nos établissements jouent un rôle clé en concrétisant les engagements gouvernementaux. De plus, le gouvernement souhaite reconnaitre dans la Loi son engagement à renforcer le continuum de l'éducation, de la petite enfance au postsecondaire, dans la langue de la minorité ainsi que l'importance de l'accès à l'apprentissage de la deuxième langue officielle pour tous les Canadiens.

Il y est même question de favoriser la création et la diffusion d'information scientifique en français. Une autre bonne nouvelle aux yeux de l'ACUFC, puisque cette mesure administrative pourrait avoir un effet positif sur la communauté de la recherche dans la francophonie canadienne.

L'ACUFC et ses institutions membres disposent d'une expertise précieuse pour appuyer les institutions fédérales dans la réalisation des mesures, afin de contribuer au développement d'une main-d'œuvre bilingue au sein de la société canadienne, à l'intégration des immigrants et à l'innovation et au développement économique dans la francophonie canadienne. Elle souhaite travailler avec le gouvernement en vue de la mise en œuvre de plusieurs des mesures administratives énumérées dans le document de réforme.

Communiqué de l'ACUFC
19 février 2021

Prise de conscience collective de la précarité du postsecondaire en français

En situation minoritaire, l'éducation postsecondaire est un maillon essentiel du continuum de l'éducation en français, qui contribue considérablement à la vitalité des communautés francophones et au bilinguisme, des valeurs ajoutées indéniables pour l'économie canadienne.

Année après année, les collèges et les universités de la francophonie canadienne font face à d'imposants défis liés au financement et à la prestation de programmes d'études postsecondaires en français et bilingues. Les lacunes en matière de ressources et d'infrastructures sont telles que l'éducation postsecondaire en français ne bénéficie pas de conditions équivalentes à celles offertes à la majorité anglophone. Il s'agit de défis structurels que la pandémie de COVID-19 qui persiste n'a fait qu'amplifier. Ainsi, on constate aujourd'hui la précarité du secteur et la nécessité d'agir. La francophonie et notre pays tout entier doivent pouvoir compter sur des établissements postsecondaires francophones forts et agiles.

Devant l'ampleur des défis, l'ACUFC et la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada ont préparé ensemble le terrain pour la tenue d'États généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire au Canada. Cette démarche nationale s'échelonnera du printemps 2021 au printemps 2022. L'objectif principal : trouver des solutions cohérentes, systémiques et durables pour assurer la pérennité de ce secteur. Ces solutions devront permettre d'accroitre l'accès aux programmes de formation postsecondaire en français, de consolider et de développer le réseau d'établissements ainsi que de progresser vers l'égalité réelle dans ce secteur.

Le gouvernement du Canada, par la voix de l'honorable Mélanie Joly, ministre du Développement économique et des Langues officielles, a signalé son appui à cette initiative stratégique.

Les enjeux de la précarité

Malgré ces défis [structurels], les établissements postsecondaires en contexte francophone minoritaire ont toujours trouvé des moyens d'accomplir leur mission civique. Ils continuent à imaginer des solutions innovantes pour répondre aux besoins de formation d'une main-d'œuvre qualifiée dans les secteurs clés des [communautés francophones en situation minoritaire]. Ils contribuent à accroitre le taux de bilinguisme français-anglais au Canada et permettent aux francophones de poursuivre leur éducation en français et aux élèves des programmes d'immersion et de français langue seconde de parfaire leur apprentissage du français. [...] Toutefois, leur capacité d'adaptation a des limites et ces établissements se rapprochent du point de rupture.

ACUFC 2021

Collaboration pour un meilleur accès

En 2020, l'ACUFC a signé une entente de collaboration avec l'Association franco-yukonnaise (AFY), l'organisme sans but lucratif qui voit à créer, à développer et à assurer le maintien des services, des activités et des institutions nécessaires à la qualité de la vie en français au Yukon. L'objectif : faire la promotion des programmes postsecondaires en français sur ce territoire.

CONTINUUM DE L'ÉDUCATION

CONTINUUM DE L'ÉDUCATION

Même plongés dans les tumultes de la pandémie, nous n'avons rien laissé tomber en cours d'année. Nous avons poursuivi nos efforts en vue d'accroitre l'accès à l'enseignement postsecondaire en français pour établir un réel continuum de l'éducation en français, de la petite enfance au postsecondaire. Dans certains secteurs d'intervention, nous avons même redoublé d'efforts en vue d'atteindre des résultats optimaux en matière de portée, de visibilité et de retombées.

Nouveau programme de bourses d'études postsecondaires en français langue seconde (FLS)

Le fait d'étudier en français au-delà du secondaire contribue à un bilinguisme durable avantageux pour le Canada. Selon une étude du Conference Board du Canada pour le compte de l'ACUFC, le bilinguisme est enrichissant sur le plan économique, puisqu'il mène effectivement à de meilleures possibilités d'emploi et à des salaires avantageux.

Dans le but d'encourager un plus grand nombre de jeunes anglophones à devenir bilingues, tout en étudiant dans leur domaine d'intérêt, l'ACUFC a lancé au printemps 2020 un nouveau programme incitatif de bourses. Quelques 850 bourses non renouvelables de 3 000 $ chacune, financées par Patrimoine canadien, seront remises annuellement d'ici 2023.

Le nouveau programme a été lancé à l'échelle nationale dans le cadre d'une campagne de promotion diffusée sur les médias sociaux. Celle-ci comprenait la réalisation d'activités promotionnelles en collaboration avec des

ACUFC.CA/BOURSESFLS

Résultats de la campagne nationale du Programme de bourses FLS du 28 avril au 17 mai 2020

PLUS DE 160 000 visionnages des 3 vidéos promotionnelles à l'affiche.

PRÈS DE 7 800 visiteurs sur le site Web de l'ACUFC.

PLUS DE 5 600 clics menant à la page Web de l'ACUFC à partir des médias sociaux utilisés.

Résultats de la mise en œuvre du Programme de bourses FLS

Signature de
26 ENTENTES DE FINANCEMENT
pour l'année 2.

Distribution de fonds totalisant
2 558 000 $ AUX ENTITÉS POSTSECONDAIRES
de l'année 2.

Ajout de
3 NOUVELLES ENTITÉS POSTSECONDAIRES
au programme pour l'année 2.

Signature de
17 ENTENTES DE VISIBILITÉ
avec des organismes des secteurs de la jeunesse et de l'éducation et distribution des fonds.

ÉLABORATION D'UN CADRE DE MESURE
de rendement et d'une stratégie d'évaluation.

organismes du secteur de l'immersion liés à l'ACUFC par des ententes de visibilité. Il s'agit notamment de l'Association canadienne des professionnels en immersion (ACPI), de l'Association canadienne des professeurs de langues secondes (ACPLS), du bureau national de Canadian Parents for French (CPF) et de ses antennes en Alberta, en Colombie-Britannique et au Yukon, en Ontario et au Manitoba, ainsi que de l'association canadienne Le français pour l'avenir. À cette liste se sont ajoutés des organismes jeunesse provinciaux (Association jeunesse fransaskoise, Conseil jeunesse provincial du Manitoba, Franco-jeunes de Terre-Neuve et du Labrador) et de nouvelles succursales de CPF, nouveaux signataires d'ententes de visibilité avec l'ACUFC.

En plus de fournir un accompagnement continu aux 25 entités postsecondaires participant à l'année 1 de ce programme — rencontres individuelles, webinaires et autres formes d'appui — l'ACUFC a procédé au lancement d'appels de propositions. L'un vise les entités postsecondaires pour l'année 2 du programme, l'autre traite de l'élaboration d'un cadre de mesure de rendement, d'une stratégie d'évaluation et d'un rapport d'évaluation.

Formation en petite enfance : un secteur en pleine effervescence

En collaboration avec ses partenaires nationaux — la Commission nationale des parents francophones (CNPF), la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF), le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada (RDÉE Canada) et

Grands jalons posés en 2020-2021 dans le secteur de la petite enfance

- Création de 140 partenariats axés sur la collaboration intersectorielle dans le cadre de 24 initiatives financées par l'entremise du projet national.
- Participation au Comité de gestion national en petite enfance de l'ACUFC, de la CNPF, de la FNCSF, du RDÉE Canada et de la SSF.
- Avec la participation des 22 sous-bénéficiaires, organisation de trois (3) ateliers portant sur les pratiques exemplaires et les leçons apprises.
- Élaboration d'argumentaires, l'un en appui au dossier conjoint de la petite enfance et l'autre en vue du renouvèlement du projet national dans le cadre du prochain Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028.
- Mise sur pied d'un sous-comité pour la préparation, l'organisation et la promotion de la première édition virtuelle du Symposium national en petite enfance portant sur les pratiques exemplaires en formation des éducatrices et des éducateurs et sur les perspectives intersectorielles sur les services dans les communautés francophones en situation minoritaire.

la Société Santé en français (SSF) — l'ACUFC a lancé en 2019 un premier appel de propositions. Les intervenants étaient invités à soumettre des projets visant principalement la formation et le renforcement des capacités des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance en contexte minoritaire.

Plus d'une vingtaine d'intervenants de neuf provinces et d'un territoire ont répondu à l'appel, ces derniers œuvrant au sein de collèges, d'universités, d'organismes de services et d'associations provinciales ou territoriales voués à la petite enfance. Des projets de toute envergure ont été lancés pour répondre aux défis et aux besoins les plus criants en région ou à l'échelle pancanadienne, en l'occurrence :

- la pénurie chronique de personnel qualifié;
- l'absence de formation initiale en français à certains endroits;
- l'absence de formations en français pour accéder aux niveaux supérieurs de certification professionnelle dans certaines régions;
- les formations parfois inadaptées à la réalité des francophones en situation minoritaire;
- la formation continue dispensée exclusivement en anglais à certains endroits.

Malgré la pandémie et toutes les difficultés qui en sont découlées, 22 sous-bénéficiaires travaillent sans relâche à la réalisation de 24 projets dans sept champs d'action du secteur de la petite enfance, et ce, grâce à un financement de 8 millions de dollars accordé pour la période de 2020 à 2023. Ces projets misent fortement sur les collaborations intersectorielles pour produire les résultats escomptés. Ainsi, certains partenaires travaillent à élaborer la formation initiale et continue dans leur région. D'autres planchent sur l'offre et la prestation de ces cours et de ces programmes de formation à l'échelle pancanadienne. Quelques-uns se penchent sur l'évaluation et la mise à jour des programmes de formation et de francisation. Enfin, certains accordent la priorité aux stratégies de recrutement, de rétention et d'accompagnement professionnel.

Déjà, nous pouvons entrevoir les retombées de ces multiples initiatives, qui contribuent indéniablement à l'élargissement du continuum de l'éducation en français. Les travaux se poursuivent.

Bourses d'engagement jeunesse

À l'été 2020, la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF) et l 'ACUFC ont célébré l'engagement jeunesse au sein des communautés francophones avec l'annonce des bénéficiaires des bourses *« Jeunes engagés »*. D'une valeur de 2 000 $ chacune, ces bourses valorisent la participation citoyenne chez les jeunes de 25 ans et moins, tout en encourageant la poursuite d'études postsecondaires en français dans un établissement membre de l'ACUFC.

Pour marquer le cinquième anniversaire de ce programme incitatif national, les deux organismes ont remis 15 bourses d'une valeur totale de 30 000 $. Les jeunes boursiers de 2020 se sont démarqués comme des catalyseurs de la francophonie en milieu scolaire, sur le campus et au sein de leurs communautés respectives. L'ACUFC et la FJCF sont fières de rendre hommage à la participation de la jeunesse active au maintien de l'éducation en français en milieu minoritaire.

Grands jalons posés en 2020-2021

- SIGNATURE D'ENTENTES DE PARTENARIAT avec les neuf facultés d'éducation engagées dans le projet.
- CRÉATION DE TROIS GROUPES DE TRAVAIL, soit un groupe de travail par axe stratégique.
- ÉTABLISSEMENT D'UNE PLATEFORME VIRTUELLE de collaboration avec les groupes de travail et les organismes spécialisés en éducation.
- MISE EN PLACE DES MÉTHODES DE TRAVAIL et des modes de prestation à privilégier.
- ADOPTION D'UNE STRATÉGIE D'ADHÉSION et de communication.
- TENUE DE RENCONTRES MINISTÉRIELLES et stratégiques, entre autres, avec la Table nationale du Français langue seconde, le Comité tripartite, la Table nationale sur l'éducation, le Groupe d'action de pénurie des enseignants et des enseignantes.

Stratégie de recrutement et de rétention du personnel enseignant dans les écoles de langue française en situation minoritaire et les programmes d'immersion française et de français langue seconde : projet pancanadien *Objectif 2036*

Les écoles de langue française tout comme les programmes d'immersion et de français langue seconde font face à un défi de recrutement et de rétention d'enseignantes et d'enseignants en français langue première et en français langue seconde.

En 2020, l'ACUFC est passée à l'action avec le lancement du projet *Objectif 2036 : l'enseignement du français et en français, une pièce maîtresse de la dualité linguistique au Canada.* Ce projet s'est mérité l'appui du gouvernement fédéral dans le cadre de sa Stratégie de recrutement et de rétention des enseignants dans les écoles de langue française en situation minoritaire et les programmes d'immersion française et de français langue seconde.

Le projet *Objectif 2036* vise à augmenter la capacité de recrutement et de rétention en partenariat avec les établissements d'enseignement postsecondaire, au moyen de la formation. Devant les défis à relever, nous avons adopté une approche systémique à axes et à clientèles multiples.

Axes de travail

1. Attraction et sélection de candidates et de candidats;
2. Formation initiale en enseignement du français et en français;
3. Appui au perfectionnement professionnel continu en enseignement du français et en français.

Clientèles

- Diplômés du secondaire s'inscrivant à un programme de formation initiale en enseignement;
- Bachelières et bacheliers prévoyant poursuivre des études universitaires et diplômés collégiaux;
- Adultes désirant réorienter leur carrière;
- Candidates et candidats formés à l'étranger.

Arrimage et maillage d'initiatives, réseautage et partages ciblés, accroissement de la collaboration et mobilisation des connaissances et de pratiques — toutes ces actions menées depuis l'an dernier sont au cœur de cet effort collectif sans précédent. Ainsi, nous avons réuni toutes les parties prenantes pour relever ensemble les grands défis liés au recrutement et à la rétention en milieu minoritaire francophone.

RECHERCHE SUR LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

RECHERCHE SUR LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

La recherche, ce domaine de première importance pour nos établissements membres et la francophonie canadienne, demeure inscrite à notre carnet de priorités à long terme.

Ainsi, l'ACUFC contribue à l'édification d'un environnement toujours plus propice au développement de la recherche, au renforcement de la capacité de recherche et au soutien d'équipes de recherche en français. En plus de favoriser la création de partenariats communautaires et interinstitutionnels dans une vision de recherche ancrée dans nos communautés, nous maintenons notre engagement continu à diffuser aussi largement que possible les avancées dans ce domaine et les nouvelles connaissances.

Accès aux fonds de recherche : stratégie d'ensemble essentielle

Plusieurs de nos grandes initiatives sont financées, entre autres, dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023. Or, le gouvernement fédéral investit également des sommes importantes dans la recherche par l'entremise des conseils de recherche du Canada. La capacité de nos établissements membres d'accéder à ces fonds varie selon les circonstances de chacun. L'ACUFC ne dispose pas encore d'un état des lieux pour connaitre les investissements consentis à ses établissements membres ou d'un portrait d'ensemble des activités de recherche menées par ces derniers. Ces pièces maitresses sont essentielles à l'élaboration d'une stratégie d'ensemble viable en vue d'assurer un accès optimal à une variété de sources de financement.

Restructuration du Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne (RRF) : pérennité et dynamisme

À l'automne 2020, l'ACUFC a officialisé son engagement envers le RRF. Nous avons même obtenu un financement du gouvernement fédéral afin d'assurer le développement et la pérennité du réseau, en lien avec nos objectifs stratégiques.

Le fonctionnement et les activités du RRF ont fait l'objet d'une restructuration. Une équipe a jeté les bases d'un RRF pérenne et dynamique à l'année longue. Cette démarche stratégique sera encadrée par un comité coordonnateur provisoire. Celui-ci sera responsable de définir les orientations et les activités du RRF, tout en collaborant avec l'équipe de l'ACUFC à l'atteinte des objectifs.

Pendant la période de restructuration, le RRF a poursuivi ses travaux habituels sous trois volets, notamment la promotion de la recherche sur la francophonie, la veille scientifique à l'intention des médias sociaux et l'organisation d'activités de diffusion.

RRF avec l'appui de l'ACUFC : la recherche en vedette virtuelle

En raison de la pandémie, le programme complet du colloque annuel du Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne (RRF), qui devait avoir lieu en personne en 2020, a été reporté à octobre 2021. Cette édition de l'activité phare sera exclusivement offerte en mode virtuel. Puisqu'il importait en cours d'année de poursuivre le partage des connaissances et de maintenir les liens entre les chercheurs des divers établissements et les CFSM, l'édition 2020 a été remplacée par deux tables rondes virtuelles qui ont été organisées à l'hiver 2021.

La table ronde de janvier 2021 a abordé l'enjeu de l'enseignement supérieur à distance et de ses impacts sur toutes les parties prenantes dans un contexte où la classe physique n'est plus. De ces discussions virtuelles ont émergé des pistes de réflexion et des pratiques innovantes élaborées expressément pour répondre aux défis posés par la situation actuelle. Plus de 100 participants s'y sont branchés.

Tenue en mars 2021, la deuxième table ronde virtuelle a attiré plus de 70 participants. Cette fois, les panelistes ont examiné le défi d'effectuer de la recherche *sur, pour* et *avec* les communautés francophones en situation minoritaire en période de confinement. Les propos ont touché divers aspects clés tels que les façons dont la pandémie transforme les modes de production et de diffusion des savoirs ainsi que la coordination d'équipes de recherche travaillant en partenariat.

La recherche en vedette

Une série de cinq capsules vidéo met en valeur la recherche sur la francophonie et l'importance de la diffuser.

Vous pouvez les visionner sur YouTube : https://www.youtube.com/channel/UCXxtVTtPJS9WFgh0n4txu-Q/videos

Bon visionnement!

Immigration francophone : une union de forces

Pour la première fois, l'ACUFC, la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada et le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada) ont uni leurs forces pour réaliser une étude pancanadienne. Cette étude servira à recueillir des données probantes précises sur les besoins en main-d'œuvre au sein des communautés francophones et acadiennes du pays.

Ce partenariat a été conclu à l'automne 2020 dans la foulée de l'annonce fédérale portant sur les niveaux d'immigration au Canada pour les années 2021 à 2023.

À noter que la stratégie fédérale et le plan des communautés en matière d'immigration francophone mettent l'accent sur l'importance de déterminer les besoins de main-d'œuvre à combler à l'échelle du pays.

L'étude est rendue possible grâce à l'appui financier d'Emploi et Développement social Canada, d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada ainsi que d'Innovation, Science et Développement économique Canada. Les résultats devraient être disponibles en 2022.

Paroles de partenaires

[Cette étude permettra] d'identifier les besoins en main-d'œuvre qualifiée et de mieux se positionner dans les secteurs économiques à forte croissance. Une relance économique post COVID-19 qui n'aurait lieu qu'en anglais et ne tiendrait pas compte des besoins et des spécificités des [communautés francophones en situation minoritaire] pourrait constituer un facteur d'assimilation. Cette étude servira au développement et à la mise en œuvre de stratégies et d'initiatives qui prendront en compte l'offre de formation au niveau postsecondaire en français en situation minoritaire afin de répondre aux besoins du marché du travail au Canada.

Lynn Brouillette, *PDG, ACUFC*

C'est un partenariat important parce qu'on sait qu'il y a des pénuries de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs dans nos communautés et la pandémie n'a fait qu'accentuer ces pénuries. On a besoin d'avoir un bon relevé du terrain et surtout, un relevé qui soit mis à jour régulièrement. Notre souhait, c'est que cette étude puisse devenir un exercice continu.

Alain Dupuis, *directeur général, FCFA du Canada*

Regrouper nos forces pour réaliser un tel exercice de recherche est essentiel. Pour outiller les travailleurs, les employeurs, les chercheurs d'emploi, il est important de disposer de données constamment actualisées. Le RDÉE Canada et son réseau pancanadien de 12 membres pourra ainsi offrir des services les plus adéquats en vue de favoriser le développement économique et l'employabilité dans les communautés francophones et acadienne en situation minoritaire.

Jean-Guy Bigeau, *PDG, RDÉE Canada*

FORMATION EN SANTÉ

CONSORTIUM NATIONAL DE FORMATION EN SANTÉ

Le CNFS est une initiative financée par Santé Canada dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023 : Investir dans notre avenir. Les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement celles de Santé Canada.

LE CNFS, C'EST

712
DIPLOMÉS DES PROGRAMMES soutenus par le CNFS en 2019-2020

108
PROGRAMMES DE FORMATION EN SANTÉ en français offerts en 2019-2020

9
PROJETS DE RECHERCHE financés par le Fonds national de recherche 2019-2021

96 %
DES RÉPONDANTS AU SONDAGE de suivi des diplômés offrent des services en français dans le cadre de leur emploi

La tradition de collaboration et d'innovation est profondément ancrée dans la culture du CNFS depuis sa création. Ainsi, même en pleine pandémie, nous avons poursuivi les travaux en vue d'accomplir avec excellence notre mission collective : la mise en œuvre d'un réseau postsecondaire élargi de formation et de recherche en santé en français.

Nous avons continué d'appuyer nos membres et avons adapté notre soutien à la nouvelle réalité de la COVID-19. Nous avons aussi offert le soutien nécessaire à nos chercheuses et chercheurs dans la réalisation de leurs travaux de recherche en santé.

En 2020-2021, nous avons amorcé la démarche de renouvèlement de la phase de financement du CNFS. Sous le *volet stratégique*, les dirigeants des établissements membres du CNFS ont déterminé ensemble les orientations à prendre dans le cadre du Programme pour les langues officielles en santé (PLOS) de Santé Canada.

Sous le *volet opérationnel,* les coordonnatrices et les coordonnateurs CNFS de chaque établissement membre ainsi que les partenaires régionaux, de concert avec le secrétariat national du CNFS, ont proposé de nouvelles initiatives cadrant avec ces orientations.

Comme en témoigne ce rapport annuel, tous les efforts ont été déployés pour atteindre les objectifs de formation des futurs professionnels de la santé et des services sociaux tels qu'établis dans les Accords de contribution avec Santé Canada. Les nouvelles bases de données pourront fournir des données probantes sous-tendant un processus d'autoévaluation fondé sur les résultats. Tout cela en vue de contribuer à l'amélioration de l'accès à des services sociaux et de santé en français en milieu minoritaire, partout au Canada.

Bases de données : évaluer, mesurer et suivre en mode continu

L'année 2020-2021 a fait place à l'élaboration et à la mise en service d'une nouvelle base de données. Celle-ci a pour but de mesurer l'impact des stagiaires ayant bénéficié d'un appui financier du CNFS sur l'offre active de services de santé en français dans les communautés francophones en situation minoritaire. Cette initiative a été guidée par un groupe de travail composé des coordonnatrices et des coordonnateurs de 10 établissements membres du CNFS offrant un appui financier direct ou indirect aux stagiaires.

L'année 2020-2021 a marqué la mise en place, à l'échelle nationale, d'une autre base de données qui permet de recueillir des données pour mesurer des indicateurs de rendement relatifs aux superviseurs de la formation clinique. Cette base de données a été élaborée au départ par le CNFS-Volet Université d'Ottawa. Elle a été adaptée et standardisée afin d'être utilisée par tous les établissements membres du CNFS. Grâce au soutien financier du secrétariat national,

quatre établissements membres ont implanté la base de données au cours de l'année, soit le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick, La Cité, l'Université Laurentienne et l'Université de Moncton.

Carrefour de l'offre active : en préparation !

Après sept ans de service, il convenait de mettre à jour le contenu et la plateforme de la Boite à outils de l'offre active. Le Carrefour de l'offre active (COA) constitue une version modernisée et actualisée de la Boite à outils.

Un comité directeur, composé de membres du CNFS et d'experts en offre active, a guidé la conception de la plateforme et la réflexion sur le contenu à offrir aux formateurs en offre active.

En plus d'y trouver des données récentes issues de la recherche, les utilisateurs pourront y puiser diverses ressources, y compris des vidéos, des fiches thématiques, des études de cas et d'autres outils conçus ces dernières années.

La popularité de cette ressource Web ne fait aucun doute. Entre avril 2020 et mars 2021, plus de 9 500 visites ont été enregistrées. Les vidéos, le dossier langue et santé, le dossier enjeux et défis et la liste d'études de cas sont au nombre des rubriques les plus consultées. Rappelons qu'à l'origine, le Groupe de recherche et d'innovation sur l'organisation des services de santé (GRIOSS) de l'Université de Moncton avait défini la stratégie d'action et conçu la Boite à outils. La version 2.0 sera mise en ligne durant l'été 2021.

Reconnaissance annuelle du leadership étudiant en matière d'offre active

Le Prix du CNFS récompense l'engagement d'étudiantes et d'étudiants CNFS envers l'offre active des services sociaux et de santé en français. En juin 2020, le Prix du CNFS a été décerné à 13 lauréates et lauréats engagés dans l'offre active de services en français.

Le prix comprend un montant de 1 500 $, un certificat honorifique de Santé Canada et une formation à l'offre active. La cérémonie officielle n'a pas pu avoir lieu cette année, en raison de la COVID-19. Le secrétariat national a donc augmenté le montant remis aux lauréats et aux lauréates.

Offre active : publication des Actes du colloque national

Publiés à l'été 2020 en collaboration avec le secrétariat national du CNFS, les Actes du colloque national sur l'offre active des services sociaux et de santé en français apportent différents points de vue sur l'offre active, en plus d'aborder les enjeux soulevés par la discordance linguistique dans les services de santé en français au sein des communautés francophones en situation minoritaire. Ils proposent également une réflexion quant à la manière de former les futurs professionnels de la santé pour qu'ils offrent activement leurs services en français.

Ces Actes sont le fondement d'une réflexion qui vise à mettre de l'avant l'offre active. L'offre active est un marqueur d'une communauté en bonne santé. Le colloque et les Actes vont permettre de faire avancer les recherches sur le sujet et d'apporter une plus-value non négligeable pour nos communautés francophones.

Emmanuel Aito, directeur
La Cité universitaire francophone

Les Actes du colloque regroupent les expériences variées d'experts tels que des chercheuses, des chercheurs, des enseignantes, des enseignants et des professionnels de la santé provenant de partout au Canada. Leurs témoignages et analyses permettent de repenser la formation à l'offre active, non seulement pour bien répondre aux réalités de la clientèle étudiante, des établissements de formation et des services de santé, mais aussi pour contribuer au mieux-être des communautés francophones en situation minoritaire.

Lynn Brouillette, PDG
ACUFC

Les Actes du colloque abordent diverses thématiques. Soulignons la formation à l'offre active au cours des dix dernières années, l'enseignement et l'intégration de l'offre active dans les programmes soutenus par le CNFS, le tout appuyé d'exemples percutants de la Saskatchewan, de l'Alberta, du Manitoba, de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse.

En plus d'offrir des résumés des communications, ce recueil retrace l'historique de la création de La Cité universitaire francophone et les défis relevés pour s'implanter dans un contexte très minoritaire. On y présente également un aperçu des programmes de l'établissement.

Nouveau partenaire régional à Terre-Neuve-et-Labrador

En décembre 2020, le CNFS a accueilli la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL) à titre de partenaire régional. La FFTNL est un organisme sans but lucratif qui travaille à la défense et à la promotion des droits et des intérêts de la communauté francophone et acadienne de Terre-Neuve-et-Labrador en vue de favoriser son développement.

Les partenaires régionaux du CNFS sont présents dans une province ou un territoire où il n'y a ni collège ni université offrant des programmes de formation en santé et en services sociaux en français. Ces partenaires jouent notamment un rôle d'appui dans la promotion des programmes de formation en santé en français soutenus par le CNFS ainsi que dans la recherche de places de stages dans leurs communautés respectives.

Avec ce partenariat, la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador est heureuse de pouvoir ainsi assurer la continuité de la mission du CNFS auprès des acteurs et des partenaires du domaine de la santé dans notre province [...] la formation linguistique de nos professionnels de la santé et le recrutement de personnel bilingue sont des enjeux majeurs pour l'amélioration de l'offre de services et de soins en français. Ce partenariat nous permettra de répondre à ces enjeux, et ce, en complément du travail important déjà effectué par le Réseau Santé en français de Terre-Neuve-et-Labrador.

Sophie Thibodeau, présidente de la FFTNL

Il est indispensable que le CNFS soit présent et actif d'un bout à l'autre du pays. Les partenariats régionaux constituent une approche de choix pour y arriver. Cette collaboration avec la FFTNL permettra d'augmenter l'accès à des formations postsecondaires en santé pour tous les francophones vivant en situation minoritaire.

Bourse nationale de recherche 2021-2023 : projets retenus

En mars 2021, le CNFS a annoncé les propositions retenues dans le cadre de la Bourse nationale de recherche 2021-2023. Les cinq bourses accordées totalisent tout près de 200 000 $ et visent à soutenir des projets de recherche contribuant à faire mieux comprendre les inégalités et les obstacles en matière d'accès aux services de santé en français.

- **Université d'Ottawa**
  Santé périnatale des femmes immigrantes noires et francophones en Colombie-Britannique, en Ontario et au Nouveau-Brunswick : des données probantes pour des formations et des interventions culturellement adaptées.

- **Université de Saint-Boniface**
  Recherche auprès des étudiants à risque en milieu postsecondaire francophone en contexte minoritaire : une démarche de validation d'un programme de dépistage et d'aiguillage.

- **Université d'Ottawa**
  Définition de l'avenir des services de santé numériques avec les francophones en situation minoritaire de l'Ontario : une approche de co-design pour comprendre les usages et l'acceptabilité sociale des technologies numériques de la santé.

- **Centre de formation médicale du Nouveau-Brunswick**

FunConnectFam : une formation en pleine conscience pour le soutien en gestion du stress en famille.

- **Université de Moncton**

Violence conjugale et soutien social en contexte franco-minoritaire au Nouveau-Brunswick : un projet de recherche et d'action visant à favoriser la sécurité à long terme des femmes.

Enjeu IRSC : investissement dans la recherche en santé pour les CLOSM

Rappelons qu'en 2014, le CNFS a déposé une plainte auprès du Commissariat aux langues officielles à l'endroit des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) relativement à l'abolition en 2012 de l'Initiative pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM). Nous indiquions dans notre plainte « qu'aucune décision ou politique [n'avait] été mise de l'avant par les IRSC pour favoriser l'épanouissement des communautés francophones en situation minoritaire au pays » après l'abolition de l'initiative. Il est clair pour l'ACUFC que nos communautés souffrent d'iniquité en ce qui touche l'offre et la mise en œuvre par les IRSC de divers programmes de subventions et de stratégies d'innovation en recherche.

Durant l'année 2020-2021, les IRSC ont mis en place un programme catalyseur pour augmenter la capacité de recherche des minorités linguistiques. Ce programme, d'une durée de trois ans, représente un investissement de 500 000 $ par année et il aura des suites. Cette initiative est vue comme une première victoire pour l'ACUFC.

Série de webinaires sur la recherche en santé en français

En collaboration avec le CNFS-Volet La Cité, le secrétariat national a organisé une série de webinaires tout au long de l'automne 2020 dans le cadre du projet de formation et de recherche en santé en français au sein des collèges membres du CNFS. Cette série de cinq webinaires avait pour objectif de mieux préparer le personnel enseignant et de recherche en milieu collégial à la conduite de projets de recherche en santé en français.

Webinaire 1
Recherche appliquée 101

Démystifier la recherche appliquée dans les collèges en donnant des exemples de projets présentant l'historique, les bénéfices et les étapes du développement d'un programme de recherche.

Webinaire 2
Conduite responsable de la recherche et éthique de la recherche avec les êtres humains

Examiner la gouvernance, la structure organisationnelle et les politiques institutionnelles dans le cadre de la recherche : introduction à l'éthique de la recherche avec les êtres humains et de la conduite responsable en recherche.

Webinaire 3
Initiation à la recherche en santé et en sciences sociales

En apprendre davantage sur les buts de la recherche, sur la mise en lumière d'un problème ainsi que sur les principales phases de la démarche scientifique.

Webinaire 4
Développement d'une méthode de recherche

Approfondir les connaissances relatives aux phases conceptuelle (conception et documentation) et méthodologique (planification et types de devis) nécessaires au développement d'une méthode de recherche.

Webinaire 5
Principales méthodes de collecte de données et plan de recherche

Examiner les dernières phases de la recherche, soit la phase empirique (collecte et organisation des données), la phase analytique (analyse et interprétation des données) et la phase de diffusion (rapport de recherche et intégration dans la pratique).

Présence sur le Web et les médias sociaux

Au travail comme à la maison, le Web et les médias sociaux sont largement utilisés. Tout organisme qui vise à renseigner, à sensibiliser et à rayonner ne saurait faire autrement que d'investir dans sa présence sur le Web et les médias sociaux. Le CNFS n'y manque pas. D'ailleurs, en 2020-2021, nous avons amorcé l'analyse systématique du profil, des attitudes et des comportements de consommation d'information de nos utilisateurs, pour adapter la stratégie de communication du CNFS afin de mieux répondre aux besoins de ces derniers.

Les statistiques confirment que notre site Web cnfs.net est une banque d'information consultée au quotidien par des professionnels, des étudiants, des représentants des médias et des intervenants de divers secteurs d'activité. Par exemple, du 4 février au 31 mars 2021, nous avons enregistré plus de 6 000 visites. La majorité de nos visiteurs sont des femmes — plus de 60 % — et proviennent du Canada, bien que notre contenu semble aussi intéresser des visiteurs internationaux.

Quant aux médias sociaux, nul ne saurait contester leur puissance comme outils d'information, de promotion et de mobilisation. En 2020-2021, nous avons bénéficié d'une plus grande visibilité auprès de nos membres et partenaires sur Twitter que sur notre page Facebook. Notre travail d'évaluation de la dernière année nous permettra d'intensifier nos efforts afin d'accroitre notre rayonnement et notre impact comme source d'expertise dans notre domaine d'intervention sur les plateformes de médias sociaux privilégiées par nos publics cibles.

Évaluation de l'impact du CNFS : en préparation

Pour tout organisme, il est sain d'effectuer un examen périodique des services qu'il offre et des programmes qu'il met en œuvre. D'une part, il importe d'évaluer la portée de son action et, d'autre part, de déterminer les ajustements qui s'imposent afin de toujours mieux répondre aux besoins des bénéficiaires visés.

Le CNFS existe déjà depuis vingt ans. Le moment est opportun pour mener une évaluation rigoureuse de l'impact du CNFS dans son ensemble et de mesurer la pertinence et l'efficacité de son action ainsi que ses résultats et sa rentabilité en fonction du modèle logique du Programme pour les langues officielles en santé (PLOS) de Santé Canada. Les services de spécialistes en matière d'évaluation ont été retenus en mars 2021. L'exercice doit se terminer en septembre 2021.

Dans le cadre de cette évaluation, le CNFS compte recevoir des recommandations qui lui permettront de renforcer son action en vue d'améliorer l'accès aux services de santé en français dans les CFSM, tout en tenant compte des effets connus et prévisibles de la pandémie de COVID-19.

Pleins feux sur la profession de préposée et de préposé aux soins

À l'hiver 2021, le secrétariat national du CNFS a préparé le terrain pour le lancement d'une campagne de promotion et de revalorisation de la profession de préposées et de préposés aux soins de la personne au printemps. Cette campagne répond à la très grande demande du milieu et vise à augmenter le taux d'inscription dans les huit (8) établissements membres du CNFS qui offrent ce programme :

- Campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta;
- Collège Boréal;
- Collège communautaire du Nouveau-Brunswick;
- Collège Éducacentre;
- Collège de l'Île;
- La Cité;
- Université de Saint-Boniface;
- Université Sainte-Anne.

FORMATION EN JUSTICE

RNFJ
RÉSEAU NATIONAL DE FORMATION EN JUSTICE

Les initiatives du RNFJ sont rendues possibles grâce à l'appui financier du ministère de la Justice du Canada, dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023 : Investir dans notre avenir.

L'ACTION DU RNFJ

VOLET 1
INFORMER le gouvernement fédéral des besoins en matière de formation linguistique des intervenants provinciaux du système judiciaire.

VOLET 2
APPUYER les initiatives de formation et de développement d'outils juridiques et jurilinguistiques nécessaires à l'offre de services juridiques en français ainsi qu'à l'enseignement dans les programmes postsecondaires de droit et de justice.

VOLET 3
CIBLER les instances décisionnelles appropriées, dans le cadre du travail de sensibilisation du RNFJ, pour transmettre des messages axés sur la nécessité de favoriser les changements systémiques.

Nos travaux de sensibilisation, d'appui et de mise en œuvre se sont poursuivis au cours de la dernière année. L'accès égal à la justice dans les deux langues officielles demeure une priorité d'importance capitale.

Soulignons d'entrée de jeu que le ministère de la Justice a renouvelé le financement des projets du RNFJ pour une durée de deux ans, et ce, grâce à un travail soutenu effectué conjointement par le RNFJ et l'ACUFC.

Dans ses démarches, le RNFJ a continué à favoriser le développement d'une vision pancanadienne de la contribution de la formation et du développement d'outils juridiques et jurilinguistiques à l'accès égal à la justice dans les deux langues officielles. Notons, entre autres, notre travail auprès du ministre de la Justice, l'honorable David Lametti, et nos efforts auprès du Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles. En plus d'aborder les enjeux liés à l'accès, notamment en matière criminelle, nous avons échangé sur les pratiques inspirantes ou innovantes et sur les initiatives en place dans chaque juridiction. Ces échanges ont également servi à porter à l'attention des acteurs fédéraux d'autres préoccupations liées à la justice dans les deux langues officielles dans les domaines du droit de la famille, de la santé mentale et de l'insolvabilité et de la faillite.

Analyse démographique : profil des professionnels de la justice

Le RNFJ reconnait que la qualité de ses décisions et de ses interventions stratégiques dépend non seulement d'un examen rigoureux des besoins et des spécificités du domaine cible, mais tout autant des données probantes issues de la recherche. Or, nous avons enfin en main un précieux outil de travail, l'*Analyse démographique des professionnels de la justice* à l'extérieur du Québec. Cette recherche a été rendue possible grâce à l'appui financier du ministère de la Justice du Canada dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023.

Nous connaissons avec beaucoup plus de précision la capacité des professionnels de la justice hors Québec d'exercer leurs activités dans les deux langues officielles. Nous savons dans quelle mesure ces professionnels utilisent le français dans leur milieu de travail, selon la profession exercée. Bien que cette analyse ne soit pas une mesure directe de l'offre de services en français en milieu minoritaire, il s'agit d'un profil exhaustif du potentiel linguistique que recèlent les professionnels de la justice à l'échelle pancanadienne. Ce document et tout le matériel afférent, produit en 2019, a été traduit en anglais en 2020.

Lancement d'une initiative de formation en droit de la famille et en vertu de la *Loi sur le divorce*

L'année 2020-2021 a également vu la mise en œuvre d'un plan de quatre ans élaboré par le RNFJ en vue de répondre aux besoins de formation et d'outils juridiques et jurilinguistiques des intervenants provinciaux et territoriaux. Il s'agit d'un projet financé par le ministère de la Justice, intitulé *Élaboration du plan de formation en français pour les intervenants provinciaux (hors Québec) et territoriaux dans le domaine du droit de la famille, notamment en vertu de la Loi sur le divorce.* Le document sera publié en 2021.

Bon à savoir

Le Recensement de 2016 dénombre 270 725 professionnels au Canada (sauf le Québec) dans les professions juridiques ciblées.

Environ 12 000 ou 4,4 % de ces personnes sont francophones.

Nouveauté : comité consultatif pour la formation en français des policiers municipaux et provinciaux

Le RNFJ travaille sur le dossier de la formation en français des forces policières provinciales et municipales depuis 2015 et tous les efforts déployés depuis commencent à porter fruit.

En effet, l'année 2020-2021 a marqué le début des travaux d'un comité consultatif formé de représentants de l'ACUFC/RNFJ et du ministère du Solliciteur général de l'Ontario — le Collège de police de l'Ontario, la Police provinciale de l'Ontario (PPO) et le bureau de la coordonnatrice des services en français, secteur de la justice du ministère du Solliciteur général de l'Ontario.

Cette union des forces mènera à la mise en place d'un éventuel cadre de collaboration pancanadien pour l'élaboration et l'offre d'une formation de base en français à l'intention des forces policières municipales et provinciales. Rappelons qu'il n'existe actuellement aucune formation de base en français (hors Québec) à l'intention de ces forces policières.

POSITIONNEMENT À L'INTERNATIONAL

POSITIONNEMENT À L'INTERNATIONAL

C'est un fait indéniable : la pandémie a compliqué le parcours de nombreux étudiants étrangers en plus de chambouler les plans et les projets de l'ACUFC et de ses établissements membres. Devant les nouveaux défis, nous avons choisi d'avancer… autrement.

Nous avons investi nos efforts dans la réalisation d'études afin d'évaluer, d'une part, le potentiel que présentent différents marchés internationaux et, d'autre part, les possibilités d'établissement d'étudiants internationaux dans les communautés francophones en situation minoritaire. À cela se sont ajoutés le lancement d'une campagne numérique sur un marché-test de la France et des présentations dans le cadre de webinaires. Nous avons même jeté les bases d'un projet pilote avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) en vue d'étendre notre travail de sensibilisation et de promotion auprès des ambassades, en commençant par l'ambassade du Canada au Sénégal.

Les résultats découlant de tous ces efforts nous serviront à tirer parti des occasions les plus prometteuses en matière de développement, de croissance et de recrutement à l'international.

Retenir la clientèle étudiante internationale dans nos rangs

Avec l'appui financier d'IRCC, l'ACUFC a confié la réalisation d'une étude en vue de bien cerner les possibilités d'établissement des étudiants internationaux sélectionnés dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM). Intitulée *Projet de priorité à la recherche et à l'analyse portant sur l'établissement des étudiants internationaux sélectionnés dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM),* cette étude jette un précieux éclairage sur la situation dans son ensemble.

Plus de 900 étudiants et 200 diplômés ont répondu à l'enquête en ligne; des douzaines de fournisseurs de services au sein des établissements d'enseignement postsecondaire et des milieux communautaires ont été interviewés; une quarantaine de personnes ont pris part à des groupes de discussion virtuels organisés dans cinq régions du Canada avec la participation de réseaux d'immigration francophones, de diplômés — plusieurs déjà résidents permanents — et de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada. Celle-ci a d'ailleurs collaboré à la réalisation de l'étude et nous lui en sommes reconnaissants.

À la lumière de données probantes recueillies, le rapport final soumis en juin 2020 trace un portrait juste de la situation en ce qui a trait aux services offerts par nos membres, aux besoins de la clientèle étudiante internationale et au potentiel de cette dernière comme source d'immigrants pour les CFSM. On constate ainsi la véritable ampleur du rôle de catalyseur joué par les 22 établissements membres de l'ACUFC

dans l'attraction et l'établissement d'étudiants internationaux francophones. Les services offerts en appui à la réussite scolaire de cette clientèle — accueil, établissement, intégration, placement en stage ou en emploi — sont nombreux et pertinents.

Bien que satisfaite de ces services, cette clientèle ne peut toutefois pas en profiter pleinement en raison de barrières linguistiques et culturelles. Cela dit, nos établissements membres sont bien placés pour combler les lacunes en matière de services, par exemple, le grand besoin des étudiants internationaux d'être suivis et soutenus jusqu'à l'obtention de la résidence permanente. Le simple fait d'établir une collaboration soutenue entre les différentes parties prenantes permettrait de concerter les efforts sur la réussite du projet migratoire des étudiants internationaux.

Les gains à en tirer ne font aucun doute. Nous avons appris que près de 90 % des répondants, qui sont des étudiants internationaux dans nos établissements membres, souhaitent demeurer au Canada après leurs études. Il s'agit de quelque 1 000 personnes par année. Cette seule piste présente une occasion indéniable de grossir et d'enrichir les rangs des communautés avec des étudiantes internationales et des étudiants internationaux francophones. Selon toutes les indications, nos établissements membres sont un vecteur naturel pour permettre au gouvernement canadien d'atteindre ses cibles d'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire.

L'ACUFC prépare les prochaines démarches à entreprendre à la lumière des recommandations formulées dans ce rapport.

Cerner le potentiel des marchés étrangers : France, Mexique, Côte d'Ivoire et Sénégal

Grâce à l'appui d'Affaires mondiales Canada, nous avons fait produire quatre études de marchés étrangers pour mieux en connaître le potentiel pour nos établissements membres.

France

Ce rapport d'analyse met en lumière des occasions d'affaires et des défis que présente le marché de la France dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'ACUFC constate que depuis 2017, la stratégie de ce pays a évolué. La France s'est dotée d'un véritable pacte pour le progrès de l'enseignement supérieur, qui s'appuie sur les stratégies nationales de l'enseignement supérieur (StraNES) et de recherche (SNR), et qui fait référence, entre autres, aux stratégies nationales des infrastructures de recherche (SNIR) et de culture scientifique, technique et industrielle (SNCSTI). Pour accéder au marché français, il faudra obtenir des données probantes permettant de déterminer les programmes de formation professionnelle qui sont rares ou inexistants. De plus, dans le cadre de la mise en œuvre de leurs stratégies de marketing, l'ACUFC et ses membres auront intérêt à promouvoir le marché du travail canadien et la satisfaction de leurs diplômés.

Mexique

Réalisée grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada, l'étude du marché de l'éducation au Mexique offre une compréhension approfondie des tendances, des défis et de la concurrence, en plus de formuler des recommandations fondées sur des données.

Cette étude de marché comprend également un relevé du système scolaire décrivant le cheminement des formations auxquelles ont accès les étudiants du pays ainsi qu'une étude sur les comportements des consommateurs mexicains et une revue des facteurs contextuels pouvant influencer l'interprétation des résultats, comme la pandémie de COVID-19. Grâce à ces informations, l'ACUFC examine les possibilités de collaboration entre le Mexique et le Canada en matière d'éducation postsecondaire, les occasions uniques et les défis qui se présentent à elle et à ses établissements membres dans un contexte évolutif et volatile.

Côte d'Ivoire

Le marché de la Côte d'Ivoire a fait l'objet d'un examen pour dépister les occasions d'affaires liées aux secteurs et aux programmes. Le rapport fait la lumière sur le contexte actuel du secteur postsecondaire en Côte d'Ivoire grâce à une analyse stratégique des forces, faiblesses, opportunités et menaces. Ainsi, cet examen a mis en lumière de nouvelles perspectives dans différents domaines d'intérêt au sein d'un système où règnent désormais la stabilité socioéconomique et la paix civile. Le rôle que l'ACUFC et ses établissements membres peuvent y jouer comme véhicules d'épanouissement, dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie canadienne en matière d'éducation internationale, présente des possibilités intéressantes.

Sénégal

Quant au marché du Sénégal, un quatrième rapport dresse un état des lieux du secteur postsecondaire, suivi d'une analyse stratégique des perspectives prometteuses de développement. Notons, par exemple, le secteur privé de l'enseignement postsecondaire, qui est en plein essor et où la demande de formations professionnelles dépasse nettement l'offre. Le rapport a souligné également la nécessité d'approfondir l'analyse pour préciser les avantages d'accéder au marché africain de l'enseignement supérieur et d'accueillir des étudiants étrangers en provenance d'Afrique francophone. Les besoins sont grands et l'ACUFC y voit des occasions de développement.

Bien se positionner à l'international : projet pilote en préparation

Une nouvelle campagne numérique a été développée à l'hiver 2021. Il s'agit d'un projet pilote s'inscrivant dans notre stratégie d'expansion à l'international. Cette campagne vise à positionner les études en français au Canada et à augmenter la visibilité des établissements membres de l'ACUFC sur les marchés les plus prometteurs.

Nous avons donc mis au point des messages et des outils qui seront mis à l'essai au printemps 2021 à Lyon, un marché français propice en raison de son caractère urbain, bien que moins concurrentiel que Paris, et de son important bassin de population étudiante. La campagne cible une clientèle avec un profil numérique particulier : les jeunes de 17 à 22 ans intéressés principalement par les études internationales et les voyages.

Pour ce projet pilote, nous avons choisi les plateformes les plus susceptibles de joindre cette clientèle, soit Facebook, Snapchat et Spotify. Selon les résultats obtenus, nous pourrons étendre cette campagne à d'autres marchés prometteurs pour nos établissements membres.

Page d'accueil de la campagne
http://www.acufc.ca/canada

REVENUS DE L'ACUFC EN 2020-2021

TOTAL ▶ 9 422 739 $

1 612 940 $

Santé Canada * - pour le Consortium national de formation en santé (CNFS)

Secrétariat national : 1 361 344 $
Établissements membres et sous-bénéficiaires : 251 596 $

4 452 729 $

Patrimoine canadien

Secrétariat national : 1 902 729 $
Sous-bénéficiaires : 2 550 000 $

2 510 000 $

Emploi et Développement social Canada (EDSC)

Secrétariat national : 296 020 $
Sous-bénéficiaires : 2 213 980 $

496 000 $

Ministère de la Justice du Canada - pour le Réseau national de formation en justice (RNFJ)

49 875 $

Affaires mondiales Canada (AMC)

14 826 $

Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDC)

283 000 $

Cotisations des membres de l'ACUFC

3 369 $

Autres sources de revenus

* Santé Canada - pour le Consortium national de formation en santé (CNFS)
Le financement total provenant de Santé Canada était de 19 613 715 $, dont 1 612 940 $ étaient destinés au secrétariat national. La somme directement acheminée aux établissements membres était donc de 18 000 775 $.

CONCLUSION

À l'ACUFC, l'année 2020-2021 a été marquée par la résilience, l'agilité et la confiance. Nous avons été témoins de la résilience de nos établissements membres dans un contexte incertain. Nous avons pris la mesure de l'agilité de notre équipe à s'adapter à de nouvelles réalités et à répondre à de nouveaux défis. Et si nous avons pu traverser cette année difficile, c'est parce que nous avions d'une part confiance en nos capacités organisationnelles et, d'autre part, la confiance de nos partenaires dans la réalisation de nos divers projets. Il nous revient maintenant de poursuivre sur cette lancée, pour continuer à mettre en œuvre des stratégies de promotion et de défense des intérêts collectifs de nos membres auprès des instances gouvernementales fédérales et pour consolider et accroitre la collaboration au sein de notre réseau pour la réalisation d'initiatives structurantes. C'est avec détermination que l'ACUFC se concentre sur ses axes stratégiques, alors que se pointe à l'horizon la préparation du prochain Plan d'action pour les langues officielles.

ACUFC

ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

223, rue Main
Ottawa (Ontario) K1S 1C4

Téléphone
613 244-7837

Sans frais
1 866 551-2637

ACUFC.CA

Canada

La production de ce rapport a été rendue possible grâce à l'appui financier du gouvernement du Canada. Son contenu reflète uniquement les opinions et les propos de l'ACUFC.

© 2021 Association des collèges et universités de la francophonie canadienne